

**Service Environnement**  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 21 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 6 septembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**Monsieur PORHEL Serge**

Kerveltoc  
29430 TREFLEZ

Références : Arrêté Préfectoral n° 263/2011 AE du 3 novembre 2011 et courrier n° 2017 03050 du 16 mai 2017 prenant acte du bénéfice de l'antériorité d'exploitation  
Code AIOT : 0052904212

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 septembre 2022 dans l'établissement de Monsieur PORHEL Serge implanté au lieu-dit " Kerveltoc", 29430 TREFLEZ. L'inspection a été annoncée le 17 août 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du Plan pluri-annuel de contrôles, sur la thématique " Vérification du respect des Meilleures Techniques Disponibles "

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PORHEL Serge
- Kerveltoc 29430 TREFLEZ
- Code AIOT : 0052904212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Monsieur PORHEL Serge exploite un élevage avicole composé de deux bâtiments d'élevage (2500 m²). Il est autorisé pour un effectif de 63000 emplacements en volailles de chair. (déclaration d'antériorité du 27 septembre 2016).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification de la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles concernant :
  - la réalisation du BRS (bilan réel simplifié) pour déterminer les quantités d'azote et de phosphore excrétées ;
  - l'utilisation du calculateur GEREP pour déterminer les émissions d'ammoniac de l'élevage en 2021 ;
  - la conformité aux valeurs plafonds déterminées dans le BREF élevage;
  - la réalisation des déclarations des émissions polluantes GEREP sur le site du ministère.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue inspection (1)	Proposition de délais
4	Défense externe contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Sans objet
2	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Sans objet
3	Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	/	Sans objet
6	Respect des effectifs d'animaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 03/11/2011, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les engagements pris dans le cadre du réexamen des conditions d'exploitation par rapport aux meilleures techniques disponibles ont été mis en œuvre concernant les points inspectés : stratégies alimentaires, émissions atmosphériques d'ammoniac.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :  - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;  - le 21 février 2019 pour les autres installations.  A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/</a> ) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.  L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
<b>Constats :</b> <a href="#">Le dossier de réexamen-IED a été déclaré complet et régulier le 5 novembre 2021 (courrier de donner acte du 8 novembre 2021).</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b>            Le Bilan Réel Simplifié et le module GEREP, concernant l'année 2021, ont été fournis par l'exploitant.</p> <p>Les valeurs d'excrétion en azote N issues du BRS ont été reprises dans le module GEREP.</p> <p>L'exploitant déclare que les poulaillers sont équipés d'une ventilation statique et d'abreuvoirs anti-gaspi (utilisation de pipettes jusqu'à 6 semaines puis utilisation d'abreuvoirs).</p> <p>La litière est composée de paille et copeaux en démarrage de lot. L'exploitant ajoute ensuite de la paille broyée.</p> <p>Le fumier de volaille est stocké sur une plateforme avant épandage. Il est recouvert d'une bâche.</p> <p>Les émissions totales de NH<sub>3</sub> émises par l'élevage avicole en 2021 (5450 Kg de NH<sub>3</sub>) sont inférieures aux émissions pour un élevage standard équivalent (5638 Kg de NH<sub>3</sub>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
<p><b>Constats :</b>            La déclaration des émissions de polluants atmosphériques a été réalisée pour l'année 2021. Les calculateurs BRS et GEREP transmis ont été utilisés pour réaliser cette inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Défense externe contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> <a href="#">Le site ne dispose pas de réserve d'eau de 120 m³ dans le rayon des 200 mètres des bâtiments. L'exploitant devra contacter le SDIS afin d'évaluer les besoins du site en DECI et les moyens à mettre en place par rapport aux infrastructures déjà existantes.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 5 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.
<b>Constats :</b> <a href="#">L'exploitant a réalisé sa déclaration annuelle des flux d'azote pour la campagne culturale 2020-2021.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Respect des effectifs d'animaux autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/11/2011, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Activités autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté Préfectoral n° 263/2011 AE du 3 novembre 2011 pour une effectif de 20 000 dindes en présence simultanée soit 60 000 animaux-équivalents volailles de chair sur 2 500 m <sup>2</sup> , dans la limite d'une production annuelle azotée de 10 033 UN. Courrier n° 2017 03050 du 16 mai 2017 prenant acte du bénéfice de l'antériorité d'exploitation d'une élevage de 63000 emplacements pour les volailles.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que les poulaillers contiennent actuellement des dindes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 11000 dans le bâtiment de 1500 m<sup>2</sup></li><li>- 7400 dans celui de 1000 m<sup>2</sup></li></ul> La déclaration annuelle de flux d'azote (DFA) sur la campagne culturale 2020/2021 indique une production d'azote de 7980 Kg, inférieure à la production annuelle maximale autorisée dans son arrêté préfectoral, égale à 10033 Kg.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet